

Considérant que l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 février 2005 relatif à certains aspects procéduraux du régime de garanties pour petites et moyennes entreprises comporte déjà pour les P.M.E. un régime étendu pour ces aspects procéduraux du régime de garanties, et qu'il paraît souhaitable d'appliquer les mêmes prescriptions aux garanties comparables qui seront octroyées après l'adaptation du décret du 6 février 2004 pour les grandes entreprises;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 12 février 2009;

Vu l'urgence motivée par le fait que le Gouvernement flamand souhaite la mise en oeuvre rapide de l'extension du régime existant de garanties pour petites et moyennes entreprises aux grandes entreprises. Un régime de garanties constitue en effet un instrument rapide, simple et relativement économique pour soutenir les entreprises et élargir l'accès au financement de leurs activités et investissements. A l'occasion de la crise financière et économique actuelle, non seulement les P.M.E. sont confrontées à un accès réduit à l'octroi de crédits, mais aussi les grandes entreprises. Un retard dans l'adoption et la publication du présent arrêté porte préjudice à son efficacité et son objectif, à savoir la facilitation de l'acquisition de suffisamment de moyens de financement par des grandes entreprises par le biais de l'octroi d'une garantie publique dans une période de crise économique et financière;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 19 février 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Economie, de l'Entreprise, des Sciences, de l'Innovation et du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. 1^{er}. Pour les aspects procéduraux du régime de garanties pour grandes entreprises, visé au décret du 6 février 2004 réglant l'octroi d'une garantie aux petites, moyennes et grandes entreprises, les dispositions de l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 février 2005 relatif à certains aspects procéduraux du régime de garanties pour petites et moyennes entreprises et de l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 novembre 2008 portant reconnaissance d'une crise financière et portant dérogation au régime de garanties pour petites et moyennes entreprises, ainsi que les éventuelles modifications ultérieures à ces arrêtés, s'appliquent par analogie.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cessera de produire ses effets le jour auquel l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 novembre 2008 portant reconnaissance d'une crise financière et portant dérogation au régime de garanties pour petites et moyennes entreprises, conformément à l'article 7 de l'arrêté précité, cessera de produire ses effets.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant la politique économique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Economie, de l'Entreprise, des Sciences, de l'Innovation et du Commerce extérieur,
Mme P. CEYSENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1238

[2009/201490]

12 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1992 fixant la formule et les modalités d'adaptation annuelle des tarifs pour le transport des voyageurs appliqués par les sociétés de transport en commun en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1^{er}, X, 8^o;

Vu l'arrêté royal n^o 174 du 30 décembre 1982 instaurant l'adaptation annuelle des tarifs pour le transport de voyageurs appliqués par les sociétés de transports en commun, modifié par l'arrêté royal n^o 238 du 31 décembre 1983, notamment l'article 3;

Vu le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, notamment l'article 2, 1^o, a);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 1992 fixant la formule et les modalités d'adaptation annuelle des tarifs pour le transport des voyageurs appliqués par les sociétés de transports en commun en Région wallonne, modifié le 1^{er} septembre 1994, le 14 septembre 1995 et le 11 janvier 2001;

Considérant qu'au vu de l'évolution haussière actuelle du taux d'inflation, il convient de revoir le mécanisme d'indexation des tarifs actuel lequel pénalise le pouvoir d'achat de la clientèle des transports en commun;

Considérant qu'en vertu de l'avenant n^o 4 aux contrats de gestion de mobilité 2006-2010 conclus entre la Région wallonne, la Société régionale wallonne du Transport et les cinq sociétés d'exploitation TEC, il appartient notamment à la Région wallonne de fixer annuellement le taux d'évolution des tarifs;

Considérant que les tarifs du groupe TEC doivent être publiés au plus tard le 1^{er} février 2009;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 16 février 2009, en vertu de l'article 84, aliéna 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2bis de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1992 fixant la formule et les modalités d'adaptation annuelle des tarifs pour le transport des voyageurs appliqués par les sociétés de transport en commun en Région wallonne, est remplacé par la disposition suivante :

« Sur la proposition de la Société régionale wallonne du Transport, il peut être décidé de surseoir à l'adaptation annuelle des tarifs lorsque le résultat de la formule, dont il est question à l'article 1^{er}, correspond à une variation inférieure à 6 % . »

Art. 2. Le Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} février 2009.

Namur, le 12 mars 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1238

[2009/201490]

12. MÄRZ 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. November 1992 zur Festlegung der Formel und der Modalitäten hinsichtlich der jährlichen Anpassung der durch die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region im öffentlichen Personennahverkehr angewandten Tarife

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980, insbesondere des Artikels 6 § 1 X, 8^o;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 174 vom 30. Dezember 1982 zur Einführung der jährlichen Anpassung der von den Gesellschaften für den öffentlichen Personennahverkehr angewandten Fahrpreise, abgeändert durch den Königlichen Erlass Nr. 238 vom 31. Dezember 1983, insbesondere des Artikels 3;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 2 1^o, a);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. November 1992 zur Festlegung der Formel und der Modalitäten hinsichtlich der jährlichen Anpassung der durch die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region im öffentlichen Personennahverkehr angewandten Tarife, abgeändert am 1. September 1994, am 14. September 1995 und am 11. Januar 2001;

In der Erwägung, dass es angesichts der gegenwärtigen Hausseentwicklung der Inflationsrate angebracht ist, den gegenwärtigen Mechanismus der Tarifindexierung, der die Kaufkraft der Kundschaft der öffentlichen Verkehrsmittel benachteiligt, zu revidieren;

In der Erwägung, dass es aufgrund des Nachtrags Nr. 4 zu den zwischen der Wallonischen Region, der "Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft) und den fünf Betriebsgesellschaften TEC abgeschlossenen Geschäftsführungsverträgen 2006-2010 für Mobilität insbesondere der Wallonischen Region zukommt, jährlich die Entwicklungsrate der Tarife festzulegen;

In der Erwägung, dass die Tarife der Gesellschaft TEC spätestens am 1. Februar 2009 veröffentlicht werden müssen;

Aufgrund des am 16. Februar 2009 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 2^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens,
Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 2bis des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. November 1992 zur Festlegung der Formel und der Modalitäten hinsichtlich der jährlichen Anpassung der durch die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region im öffentlichen Personennahverkehr angewandten Tarife wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Auf Vorschlag der "Société régionale wallonne du Transport" kann beschlossen werden, die jährliche Anpassung der Tarife aufzuschieben, wenn die in Artikel 1 erwähnte Formel eine Schwankung unter 6% ergibt.»

Art. 2 - Der Minister des Transportwesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Februar 2009 wirksam.

Namur, den 12. März 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1238

[2009/201490]

12 MAART 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 november 1992 tot vaststelling van de formule en de modaliteiten voor de jaarlijkse aanpassing van de in het Waalse Gewest door de maatschappijen voor openbaar vervoer toegepaste tarieven voor personenvervoer

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, X, 8°;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 174 van 30 december 1982 houdende invoering van een jaarlijkse aanpassing van de tarieven toegepast door de maatschappijen voor gemeenschappelijk vervoer, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 238 van 31 december 1983, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 2, 1°, a);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 november 1992 tot vaststelling van de formule en de modaliteiten voor de jaarlijkse aanpassing van de in het Waalse Gewest door de maatschappijen voor openbaar vervoer toegepaste tarieven voor personenvervoer, gewijzigd op 1 september 1994, 14 september 1995 en 11 januari 2001;

Overwegende dat gezien de huidige stijgende ontwikkeling van het inflatiepercentage, het mechanisme voor de indexering van de huidige tarieven, dat de koopkracht van de klanten van het openbaar vervoer benadeelt, herzien moet worden;

Overwegende dat overeenkomstig aanhangsel nr. 4 van de beheerscontracten 2006-2010 gesloten tussen het Waalse Gewest, de "Société régionale wallonne du Transport" (Waalse Gewestelijke Vervoermaatschappij) en de vijf TEC-bedrijfsvennootschappen, het Waalse Gewest jaarlijks het ontwikkelingspercentage van de tarieven moet bepalen;

Overwegende dat de tarieven van de TEC-groep uiterlijk op 1 februari 2009 bekendgemaakt moeten worden;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 16 februari 2009, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2*bis* van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 november 1992 tot vaststelling van de formule en de modaliteiten voor de jaarlijkse aanpassing van de in het Waalse Gewest door de maatschappijen voor openbaar vervoer toegepaste tarieven voor personenvervoer, wordt vervangen als volgt :

« Op voorstel van de "Société régionale wallonne du Transport" kan beslist worden de jaarlijkse aanpassing van de tarieven uit te stellen als het resultaat van de in artikel 1 bedoelde formule overeenkomt met een schommeling van minder dan 6 %. »

Art. 2. De Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking op 1 februari 2009.

Namen, 12 maart 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1239

[2009/201513]

27 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, notamment les articles 5 à 10 (soit, les articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10);

Vu l'arrêté du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 mars 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mars 2009;

Vu l'urgence;

Considérant que le placement des grands systèmes dans le cadre d'une installation collective requiert un audit solaire préalable;

Considérant que les demandeurs d'une installation collective impose le respect des dispositions applicables en matière de marché public et que les délais de procédure prennent jusqu'à six mois;